L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureau, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCR. 15 NOVEMBRE 1879

CANDIDATURES

—DU—

PARTI DEMOCRATE.

POUR GOUVERNEUR,
LOUIS A. WILTZ,
d'Orléans.

POUR LIEUTENANT-GOUVERNEUR,
S. D. McENERY,
de Ouachita.

POUR AVOCAT-GÉNÉRAL,
J. C. EGAN,
de Claiborne.

POUR SECRÉTAIRE D'ÉTAT,
WILL A. STROUD,
de Winn.

POUR AUDITEUR,
ALLEN JUMEL,
d'Iberville.

POUR SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
H. H. FAT,
d'Ext-Feliciana.

La politique anglaise et la République française.

Voici un des articles dirigés par le *République française* contre la politique anglaise, frivoles que le télégraphe avait signalés:

Il paraît décidément, d'après le *Standard*, que, malgré les nombreuses et brillantes qualités qui nous distinguent lorsqu'il s'agit d'entente cordiale, il nous arrive de brûler ce que nous avons adoré et d'adorer ce que nous avons brûlé. Qu'il nous soit permis de dire, pour la France, que son esprit, quelque peu mobile qu'il puisse admettre, n'a pas encore atteint ces conditions, et que nous ne nous sentons aucune facilité de les brûler. On peut critiquer les gens sans tomber dans cet excès d'admiration ou d'intolérance. Notre confrère de Londres pense différemment. Il pose franchement—avec une pointe de courtoisie d'alliance—d'avoir supplanté avec enthousiasme à l'antipode des hommes d'Etat anglais tels que ceux de Berlin et de n'avoir pas eu assez d'éloge pour la politique de prudence.

Aujourd'hui tout est changé: nous avons pour ainsi dire [illegible] qui arrête les ambitions moscovites tout en conjurant une guerre dont l'Europe entière aurait souffert. De là l'inconséquence qu'on nous reproche. Si réellement nous avions commis l'erreur que l'on nous dit, nous en serions fort coupables. Toutefois, nous nous croyons innocents et nous nous permettrons de le démontrer, à la satisfaction du *Standard* lui-même.

Nous avons cru bon de soulever les intérêts français; notre avis est qu'ils n'ont rien d'incompatible avec ce qu'on appelle les intérêts anglais; malgré cela, nous nous gardons de conclure. Nous nous en tenons aux faits, de crainte de prendre les derniers pour les premiers. Lors du congrès de Berlin, il est bien vrai que nous avons appuyé les efforts de la diplomatie anglaise, tout en faisant nos réserves sur les points de la politique britannique qui n'avaient pas notre approbation.

Si le *Standard* se reportait à ce que nous avons dit à cette époque, il verrait que nous n'avons pas accueilli l'ordre et la marche de la politique de lord Beaconsfield avec une joie bien désordonnée. Il en fut de même pour le congrès de Berlin. Nous acceptâmes l'instrument qui en résulta comme une étape dans le règlement de la question d'Orient; nous ne cachâmes pas que sur plus d'un point on eût pu faire mieux, et que sur plus d'un autre il n'eût été difficile de plus mal faire. Depuis nous avons manifesté l'extrême intégrale du traité de Berlin, et quand nous avons attaqué quelqu'un, c'étaient ceux qui ne l'exécutaient pas ou qui prétendaient l'avoir *exécuté* lorsqu'ils n'avaient rien fait. Nous n'avons donc montré, nous ne montrons encore ni hostilité ni dédain pour le traité de Berlin. Au contraire. Quant à la politique anglaise, nous l'avons approuvée sans réserve, autant que ceux qui la pratiquaient manifestaient l'intention de réaliser leurs engagements. Nous n'avons peut-être pas cet air "maître de maître" qui arrête les ambitions mécontentes; ce coup de maître, c'était la réunion d'un congrès.

Ce congrès s'est réuni, non parce que lord Beaconsfield le voulait, mais parce que M. de Bismarck le voulut. Ce n'est pas le cabinet conservateur qui a arrêté la Russie, c'est l'Allemagne. En dehors de ce point, nous avons dit que la convention du 4 juin était une entreprise très-remarquable à la condition qu'elle fût exécutée, absolument comme nous avons approuvé l'initiative de l'Angleterre au congrès et le traité de Berlin, à la condition que la première se maintint et que le second fût observé. Mais ce que nous n'avons jamais dit, c'est que nous soutiendrions la politique anglaise envers et contre tous, que nous trouverions la convention du 4 juin admirable, même si elle restait inexécutée, que nous approuverions l'attitude de lord Beaconsfield lorsqu'il laisserait en souffrance ces parties du traité qu'il s'était le plus énergiquement engagé à soutenir. Les plus beaux projets deviennent ridicules quand ils s'en vont en fumée. Nous approuvions les paroles à la condition qu'elles fussent suivies par des actes.

Cela ne nous empêche pas d'apprécier à sa juste valeur ce que l'initiative du cabinet conservateur peut avoir de recommandable: plus d'une fois nous nous lui avons pas marchandé nos éloges. Mais lorsqu'un membre distingué de ce cabinet vient se donner en spectacle et provoquer les sarcasmes de ceux qu'il croit se rendre propices par un langage non digne d'un homme d'Etat, nous ne voyons pas de raisons pour entonner ses louanges. Nous lui conseillons la modestie, pour ne pas avoir à lui conseiller la pudeur. En ce qui nous est particulier, nous prenons quelquefois la permission de traverser la politique du cabinet anglais un peu intempestive. Nous trouvons, par exemple, qu'il est fâcheux que les négociations grecques aient été retardées par son mauvais vouloir, et qu'il serait encore plus regrettable que lord Beaconsfield, dans l'avenir, portât la responsabilité de les avoir fait échouer. Nous trouvons encore que c'est une singulière façon de pousser à l'exécution de la convention du 4 juin que d'envoyer un des principaux agents anglais en Syrie faire de la propagande anti-française. Il y a d'autres choses encore que nous trouvons bizarres, mais ce que nous avons dit suffit, nous l'espérons, pour démontrer au *Standard* que nous n'adressons ni ne brûlons les ministres conservateurs, et que si nous croyons qu'il y a dans leur politique à boire et à manger, nous avons un peu raison.

LONDRES, 24 octobre.—Parmi les mariages célébrés hier, il faut mentionner celui d'un cent-barconet, le vénérable sir Henry Gunning qui, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, convole en secondes noces avec une demoiselle de dix ans. Le nouveau marié a un fils de cinquante et un ans de son premier mariage, et il est le neveu des deux sœurs qui ont épousé, un célèbre dernier, le duc de Hamilton et le duc d'Argyll.

—Le 30 octobre, le général Garnon Mission, président du Vaucluse, est allé remettre congé de M. Grévy, qui lui a répondu, à la fin de l'entrevue et comme novembre de son séjour en France, le brevet et les insignes de grand-officier de la Légion d'honneur.

—Le *Foster Lloyd* déclare tenir d'une source officielle que le nouvelle publiée par le *Standard* et d'après laquelle l'Autriche s'engagerait, en cas d'une agression extérieure contre l'Allemagne, à se joindre à cette dernière, est absolument fausse, et inventée à plaisir.

—On assure que, se conformant à ses promesses, le ministre des finances prépare dès maintenant un projet de réduction de la dette sur les sucres.

Cette réduction, qui s'élèverait à environ 20 fr., aurait appliquée seulement à partir du 1er janvier 1881. La perte pour le Trésor ne serait que momentanée, car la réduction de prix aura certainement pour conséquence une augmentation considérable dans la consommation.

—Le *Times* de Winnipeg dit que des gisements d'or et d'argent ont été trouvés au sud grande quantité à Keewatin au Nord-Ouest qu'on doit s'attendre que l'ouverture des mines au Manitoba surpassera l'an prochain tout ce qui s'est vu en Californie.

—Le ministre des finances italien vient de présenter un projet relatif aux chèques à [illegible].

Il s'agit, du reste, de légaliser la situation qui se [illegible] complètement avec l'an dernier, lors de la [illegible] du budget en [illegible].

Le projet [illegible] nous [illegible] situation [illegible] considérablement dépôts au compte [illegible] la [illegible] sur le bureau de la [illegible].

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 15 novembre.

Température—Vents du sud et de Pensett, temps parfaitement couvert, pluies locales et légers changement dans la température et le baromètre.

Température du 14 novembre 1879:

Thermomètre de C. Dreyfus, Quotidien.	Matin.	Midi.	Soir.
Maximum	71	74	71
Minimum	61	71	61
Moyenne	66	72	66

Mouvement commercial.

Vapeurs arrivés hier 14 novembre, 7 h. 45 P. M.

Steamboats [illegible] arrivés dans les villes du Nord:

[illegible], Ohio	22	Louisville, Ky	22
[illegible]	22	[illegible]	22
[illegible]	22	[illegible], Ala	22
[illegible], Ill	22	[illegible], Ala	22
[illegible], Tenn	22	[illegible], Miss	22
[illegible], Iowa	22	[illegible], Miss	22
[illegible], Iowa	22	[illegible], Ark	22
[illegible], Ill	22	[illegible], Ark	22
[illegible], Ill	22	[illegible], Ky	22
[illegible], Ill	22	[illegible], Ky	22
[illegible], Ill	22	[illegible], Ky